HAL
open science

Des réseaux aux communautés de pratiques : Ethnographie de trois vagues migratoires depuis la Côte du Oaxaca (Mexique)

Marielle Pepin-Lehalleur

To cite this version:

Marielle Pepin-Lehalleur. Des réseaux aux communautés de pratiques : Ethnographie de trois vagues migratoires depuis la Côte du Oaxaca (Mexique). Cahiers des Amériques Latines, 2007, 51/52, pp.103-123. hal-00256227

HAL Id: hal-00256227

https://hal.science/hal-00256227v1

Submitted on 29 Mar 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Marielle Pepin Lehalleur*

Des réseaux aux communautés de pratiques.

Ethnographie de trois vagues migratoires depuis la côte du Oaxaca (Mexique)

Dans les perceptions courantes de la migration, la mobilité n'est pas seulement la caractéristique la plus vivement soulignée ; elle sert pratiquement à définir le phénomène. Et le terme de réseau semble avoir été inventé pour parler de la migration sous le signe de la fluidité. Mais son usage est extensif et l'on s'y réfère tout autant à propos de migration individuelle ou massive que de déplacement en quête d'asile, de formes multiples de tourisme, ou d'échange de courrier, de marchandises, d'argent, etc. Donner la mobilité pour acquise, et affirmer que tous ces processus imbriqués les uns dans les autres, qui organisent de plus en plus notre vie, adoptent la voie « naturelle » du réseau permettra-t-il de distinguer et de comprendre les enjeux et les contextes, la diversité des acteurs, les motivations, les intérêts qui les poussent, et les résultats produits ?

En y regardant de plus près, le terme de réseaux migratoires évoque plusieurs images, proches et pourtant différentes : deux d'entre elles, particulièrement significatives, seront ici retenues. Voyons d'abord ces formes multiples d'entraide que pratiquent les immigrés entre eux et auprès des candidats au départ afin

* Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine (CREDAL), UMR 7169.

d'apprivoiser les espaces nouveaux qu'ils abordent ; puis les associations que les migrants créent pour affirmer collectivement et à distance, depuis l'endroit lointain où ils se trouvent, leur présence auprès de leur lieu d'origine.

La première figure présente plusieurs variantes. Elle peut illustrer la solidarité, au sein de liens primaires réellement ou symboliquement familiaux sur lesquels on compte absolument et auxquels il est peu concevable de se soustraire, ou bien celle que nouent, à l'occasion, deux personnes qui partagent la même condition d'extériorité et le même répertoire restreint de lieux, de connaissances et d'activités et qui se font bénéficier l'une l'autre de cet élargissement. Mais l'accès aux biens ou aux services vers lesquels tendent ces réseaux peut se trouver fermé par l'affluence de demandes identiques auprès de ressources restreintes, la solidarité se transformer alors en compétition, les réseaux en carcans auxquels on aimerait trouver des alternatives. Quoi qu'il en soit, dans tous les cas, un troisième personnage manque à la réunion des deux premiers, celui du « natif » ou du « déjà-là », qui incarne l'insertion sociale et la jouissance des ressources dont les nouveaux venus sont dépourvus, la menace ou l'aide que peut signifier l'avantage qu'il détient, le plaisir ou le profit qu'il est susceptible de tirer de leur arrivée, tous aspects spécifiques de la condition des nouveaux arrivants qui se concrétise dans le regard et parfois l'action de celui qui les voit venir[1]. Les relations d'identité, de réciprocité ou de compétition entre eux ne surgissent que dans l'hétérogénéité et l'inégalité qui les réunit face à l'Autre. C'est alors que la configuration migratoire se manifeste, à travers l'effet de groupe produit par les migrants, en leur faveur ou à leur désavantage.

La figure associative qui correspond au deuxième exemple s'accompagne d'une différenciation au sein du groupe d'appartenance où l'individuation, l'obligation et la liberté de choix pèsent différemment sur chacun. Dès lors qu'un projet est énoncé, se pose aussi l'option de participer ou de s'écarter. Et le geste est significatif puisque la volonté d'affirmer « l'existence simultanée de la communauté imaginée » [Anderson, 1996] représente l'expressivité maximale du réseau migratoire comme acteur collectif. C'est en observant sa capacité de transformation de situations sociales que des auteurs ont postulé la réalité de « communautés transnationales » [Basch, Glick Schiller, Szanton Blanc, 1994 ; Kearney, 1996 ; Velasco, 2002]. Outre les migrants eux-mêmes, leurs compatriotes lointains et leurs interlocuteurs « autres » sont partie prenante de cette configuration. Eux aussi ont quelque chose à dire que nous devons écouter.

Les phénomènes migratoires convoquent donc de nombreux acteurs qu'on ne peut négliger au bénéfice des seuls migrants. Cette multiplicité correspond à la

1. Les interlocuteurs à l'arrivée restent, en général, pour les analystes, des entités abstraites, et ceux qui ne partent pas, des laissés pour compte ou de simples récepteurs de remises. Quelques études leur reconnaissent une place plus importante, au Mexique par exemple : Arizpe [1976], Lopez Castro [1986], Havet [1988], Wilson [1990], Quesnel et del Rey [2004], ou en France : Gailland [2005].

variété des positions sociales qui contribuent à qualifier les situations migratoires, en écho au fait que la mobilité de quelques-uns suffit à transformer l'environnement d'un grand nombre – peu ou prou, celui de tous leurs voisins anciens et nouveaux – tandis que le regard de chacun d'eux sur les premiers contribue à donner sens à ce mouvement. De fait, chaque situation migratoire est à lire à la fois au travers du prisme du projet de départ et des expectatives que le migrant et son entourage (les *quedados,* ceux qui restent) ont conçues, dans la relation d'extériorité que lui impose la société nouvelle (sous le regard du « déjà-là ») et dans sa propre volonté de rapprochement (face ou avec le « déjà-là »). Peut s'y ajouter la mobilisation collective à laquelle il convoque à son tour les gens restés au pays.

Plus que d'autres configurations sociales, de façon particulièrement intense et explicite, les situations migratoires se constituent en relation avec des distinctions soulignées, marquées dans le langage commun comme des « frontières », et avec des transitions – qui ont parfois valeur de transgressions – entre un lieu et un autre, campagne et ville ou pays différents, et également entre ceux qui quittent leur lieu d'origine et ceux qui y restent, entre les immigrés et leurs nouveaux voisins, entre les relations que l'on distend et celles que l'on noue. Comme toutes les frontières, celles-ci ne font pas que séparer ; elles imposent de nouvelles proximités et de nouveaux liens, tandis que la distance donne aux rapports que l'on maintient une réalité autre et sans doute de nouveaux sens. La frontière du migrant est multiple, devant et derrière lui, simultanément. Elle suscite des désirs mêlés, celui d'abolir la distance, de renouer avec ce qui s'éloigne et/ou de se construire une nouvelle place.

L'idée de réseau migratoire n'est pas étrangère à cette pulsion entre distanciation et rapprochement et elle évoque la construction de ponts entre différences autant que le rassemblement de semblables. Pour s'y référer, les sociologues emploient respectivement les termes de *bridging* et de *binding*, [Lazega, 1998]. Il faudrait y ajouter *shifting* pour indiquer la discrimination et le clivage produits par la frontière, qui sont corrélatifs du pont jeté au-dessus, puisque « il n'y a pas de rive avant qu'il y ait un pont » [Urry, 2000, citant Heidegger, 1993]. On retrouve là un type de relations qui se prête aisément, dans une première approche, aux catégories descriptives définies et systématisées dans les études de réseaux sociaux, ces objets observables constitués par des ensembles ouverts de relations interindividuelles, toujours en instance d'élargissement ou de rétrécissement et relativement peu contraignants dans la mesure où il n'y a pas de sanction collective à leur abandon. Pourtant ces ouvertures sont loin de caractériser toutes les relations qu'entretiennent les migrants, de la même façon qu'elles ne sont pas absentes des sociétés dont ils proviennent.

Nul doute que la vie sociale est faite en tout lieu du croisement et de la superposition de multiples liens. Une vision essentialiste caricature volontiers la posi-

tion dominante des liens communautaires dans l'idéologie locale et présente les différences comme des altérités fondamentales alors que les interactions sont très diverses et obéissent souvent à de stricts calculs d'intérêt personnel immédiat et monnayable. D'autres fois elles répondent à la disposition réciproque de poursuivre une relation interpersonnelle, ou à des conventions qui incluent les interlocuteurs dans des cadres sociaux compromettant d'autres personnes et que l'on se doit de respecter. Ces trois types de relations situent ainsi les actions dans des logiques de contrat, de charte [Guérin, 2000] et de dette communautaire [Mauss, 1950 ; Godbout, 2000]. L'observation précise du contexte où elles se déroulent, des positions depuis lesquelles on les énonce et on leur répond, des effets produits sur les acteurs et sur ceux qui les entourent, et leur comparaison avec d'autres échanges et d'autres acteurs depuis d'autres positions, accumulent les indices pour comprendre comment se conforment ces « communautés de pratiques » [Lindon, 1999 ; Wenger, 2001] qui fournissent des références partagées. Pourtant il est bien peu plausible que règne l'unanimité. Non seulement chacun participe d'autant de communautés de pratiques que de positions et de scènes où il se situe. Plus important encore, l'interprétation « juste » est un champ de bataille où les perceptions que l'on croit naturelles et les points de vue intéressés cherchent à se faire valoir. Et c'est là que s'ancrent les relations de pouvoir les plus subtiles [Kanoussi, 2001], comme la domination de classe et les rapports de genre le manifestent au quotidien.

L'analyse des situations migratoires offre donc un magnifique défi pour observer cette multiplicité de relations. Elle exige d'interroger l'imbrication des communautés, de pratiques et de sens, qui fait se croiser, dans un vaste champ, distendu, polémique, les regards et les messages que s'adressent tous les acteurs de la migration d'un même ensemble social, les acteurs mobiles (ceux qui se déplacent) comme ceux qui, depuis des positions variées, les voient partir, passer ou arriver. Reprenant l'injonction méthodologique de Sayad [1991] – qui lui vient d'une expérience douloureuse – de « regarder l'émigration et l'immigration comme les deux côtés d'une même feuille de papier », ainsi que les observations de Noiriel [2001] et de Sassen [1988] sur le contexte foncièrement contradictoire dans lequel se déroule la migration du fait de l'inégalité, voire de la sujétion, dans laquelle la partie réceptrice tient celle qui expulse dès avant le départ, je me propose de suivre et de situer divers ensembles de trajectoires familiales et individuelles. Migrants et migrantes qui ont laissé leur village et qui, depuis les lieux de leur séjour ou bien de retour au pays, acceptent aujourd'hui de faire part de leur histoire, des relations nouées ou rompues et de la façon dont ils et elles les évaluent, confrontés aux regards des autres et à l'examen de leurs propres expectatives.

J'ai séjourné à San Pedro Jicayán, sur la Côte du Oaxaca, au Mexique, un peu plus d'un an entre 1971 et 1972 et, depuis 1995, y passe chaque année plusieurs semaines.

Depuis San Pedro Jicayán : premiers départs

Ce gros village qui a su préserver une partie substantielle de ses terres depuis l'époque précolombienne, au travers des vicissitudes de l'histoire, n'a pu faire face à l'accroissement démographique et à l'accentuation des déséquilibres économiques entre les familles, au moment où la production agricole locale trouvait preneurs sur le marché régional[2]. Dès la fin des années 1960 une quarantaine de familles, sur les mille inscrites au registre foncier, ne trouvent plus d'accès suffisant à ces terres pourtant communautaires, s'éloignent d'abord vers les hameaux périphériques du municipe puis partent défricher des terrains étrangers encore vierges, à vingt ou trente kilomètres de là, pour le compte de leurs attributaires *ejidatarios*[3]. Dans la plupart des cas, le déplacement se réalise de façon semblable et concerne rarement une famille seule mais plutôt celles d'un père et de son fils, ou de plusieurs frères mariés. Il s'agit pratiquement d'équipes de travail, qui prennent forcément forme familiale car on ne travaille pas la terre autrement, âges, sexes, capacités et besoins étant étroitement interdépendants. Ce n'est pas volontiers que l'on part vers ces fronts agricoles où les défricheurs dépendent du bon vouloir de ceux qui détiennent les terres. Mais ceux-ci ont besoin de cette main-d'œuvre extérieure et cherchent à la retenir, et l'accord se fait autour du prêt de quelques hectares à ouvrir, que le travailleur sèmera de maïs un an ou deux avant de les rendre ensemencés de pâture, et de recommencer un peu plus loin.

Parlera-t-on ici de réseaux pour décrire l'établissement de cette filière – une famille en recrutant une autre – la transmission de l'information, l'homogénéisation des clauses du contrat ? Sans doute, dans son sens le plus simple et opératoire, si le mouvement avait gardé le caractère circulaire qu'il avait à ses débuts, provisoire selon les intentions déclarées des migrants, si la communauté d'origine ne s'était pas trop vite accommodée de ces départs, si les conditions trouvées sur place, parfois très rudes et même violentes en certains lieux, n'avaient aussi signifié travail et survie. Sur ces fronts pionniers aux populations mêlées, il s'est trouvé des villages où les querelles intestines et les conflits avec les *ejidos* voisins prenaient un tour si meurtrier que les familles originaires de Jicayán se sont, à

2. La localisation de cette région côtière, hors des premiers circuits de la circulation automobile dans les années 1930, a écarté la production commerciale du marché national, alors qu'elle y tenait sa place avant la Révolution. Les profondes divisions entre caciques régionaux issus du mouvement armé se traduisent en violence, assassinats, vol de bestiaux, mais la distribution de terres *ejidales* par la Réforme Agraire entre les anciens journaliers agricoles et les populations indiennes expropriées au siècle précédent jette les bases d'une nouvelle classe paysanne. L'ouverture d'une route vers Acapulco (1962-1970) met sur le marché la production vivrière des villages du piémont, largement limitée jusqu'alors à la consommation locale et au troc entre familles de villages voisins. Les services d'éducation et de santé (lutte contre le paludisme, vaccin contre la variole) instaurés par les gouvernements post-révolutionnaires se développent [De la Peña, 1950]. Ils contribuent à faire baisser la mortalité, bien avant que ne diminue la natalité. Les recensements indiquent que la population de San Pedro Jicayán double entre 1940 et 1970, passant de 3 072 à 6 189 habitants.
3. Les *ejidatarios*, bénéficiaires de la Réforme agraire, reçoivent en possession collective des terres (*ejidos*) expropriées aux grands propriétaires.

certains moments, retrouvées seules à assurer la production agricole. Cela n'a pas amélioré le traitement discriminatoire dont elles étaient l'objet comme Indiens (et le sont encore aujourd'hui, ouvertement), mais leur a permis de prendre place dans le panorama foncier et d'obtenir des terres sur le pourtour de celles qu'elles sont venues tout d'abord défricher.

Leurs rapports avec leur village d'origine sont extrêmement divers ; beaucoup d'entre eux ont rompu et se réclament d'une nouvelle autochtonie fondée sur leur progéniture dont la naissance et l'inscription au Registre Civil (*los papeles*) les convertissent en nouveaux citoyens. Ceux-là se plaignent de l'accueil froid qu'ils recevaient et de l'impression d'étrangeté qu'ils ressentaient lorsqu'ils allaient en visite à Jicayán, mais il faut préciser qu'ils continuent de parler le mixtèque comme langue courante (au milieu de leurs nouveaux voisins hispanophones que cela indispose). Pourtant la relation est restée puissante pour certains, soit que les familles aient toujours entretenu leurs liens, soit qu'ils aient, de façon plus individuelle, éprouvé à un certain moment le besoin d'opérer un retour marquant. C'est ainsi qu'un homme, qui avait réussi au bout de vingt ans à développer un petit élevage bovin dans un hameau où les migrants ont pu se fixer dans de bien meilleures conditions, est soudainement revenu à Jicayán pour y briguer la présidence municipale. Cette audace a provoqué une tempête en remettant en question l'ensemble des liens, des normes et des pratiques de la communauté politique. En effet, se désignant lui-même comme candidat, il s'est d'abord adressé aux hameaux périphériques du municipe (ceux-là même qui avaient accueilli la première vague de migrants) et aux associations de femmes tisserandes (qui s'organisent depuis quelques années pour obtenir de petits financements), puis enfin aux habitants du chef-lieu et aux Anciens, sans hésiter à promettre publiquement de l'argent à qui voterait pour lui, au motif que « tout le monde en a besoin ». Tout aussi grave que cet ordre inversé des préséances, ses mérites et appuis politiques – au sein du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), le parti dominant localement et au niveau national, à cette époque – ont été gagnés en dehors du village et de ses allégeances. Ce coup de force politique et symbolique échoua à la première tentative, mais réussit à la deuxième (2001), pour terminer sur un fiasco relatif quant aux résultats de son mandat et sur une crise au sein du groupe *priiste* divisé, qui a dû céder la place à un gouvernement de coalition dirigé par l'ancienne opposition (actuellement).

Cette histoire migratoire mal commencée est restée lourde de la charge affective liée au départ et aux conditions passées et actuelles de réinsertion sociale des migrants et de leurs descendants. Les anciens rapports communautaires, fondés sur une dette dont les migrants auraient voulu rester débiteurs mais dont ils estiment avoir été expulsés, se reconstruisent, entre eux et sans doute peu à peu avec leurs nouveaux compatriotes, malgré tout. Tandis que sur le lieu de l'origine com-

mune, les détenteurs légitimes de la tradition se sont retrouvés pris à partie par ce fils dont ils ne savaient s'ils devaient maudire le culot ou admirer le succès. Mentionnons également que d'autres relations n'ont cessé de traverser et de contredire ces processus plus voyants et collectifs : des liens que des personnes, voire des familles, ont choisi d'entretenir à distance, par affection, et qui servent de support à toutes sortes d'autres échanges, depuis ceux qui font le plus appel aux obligations statutaires – par exemple, la prise en charge du parrainage envers une vieille dame de 80 ans par les petits-enfants des anciens détenteurs du titre décédés depuis longtemps – jusqu'à ceux qui organisent un petit commerce assez rentable « d'import-export » entre produits du littoral et de la *milpa*. Le mouvement d'expulsion hors de la communauté, terminé depuis longtemps, n'a pas fini de dévoiler ses fruits.

Deuxième migration

Une nouvelle vague d'émigration a suivi de près la précédente mais elle concernait cette fois un tout autre segment de la population villageoise. On forcerait la note en disant que les migrants provenaient des familles qui, de fait et sans vraiment le vouloir, avaient « poussé dehors » celles dont nous venons de parler en encerclant de fil barbelé les terres dont elles s'étaient assuré l'exploitation. On remarque pourtant qu'un bon nombre des jeunes gens et des jeunes filles ayant quitté le village pour chercher un emploi et un complément d'éducation en ville dès le début des années 1970, avaient les moyens, rares au village à cette époque, d'obtenir le billet d'autobus qui les conduirait à Mexico ou à Oaxaca, la capitale de l'État, soit qu'ils aient gagné ou dérobé à leur famille les cent pesos nécessaires, soit qu'un proche fraîchement installé les ait aidés à le rejoindre. Une autre condition indispensable était le maniement de quelques rudiments d'espagnol, qui ne s'acquéraient alors qu'à l'école primaire. Les premiers à partir étaient les adolescents qui avaient achevé les cinq années d'enseignement primaire dispensé au village, voulaient découvrir le vaste monde et chercher un emploi plus rémunérateur que la production paysanne ; pour d'autres, deux ou trois ans d'école suffisaient. De nombreuses jeunes filles aussi, qui cherchaient, de plus, à échapper à un mariage non désiré, tentaient leur chance. Ce départ signifiait l'abandon du vêtement traditionnel et l'acceptation implicite de l'idée que la Modernité les accueillerait s'ils se présentaient comme Métis et non comme Indiens.

L'image classique du réseau migratoire comme filière s'applique à merveille à ceux qui sont partis alors. En principe, il s'inscrit dans le champ familial, mais très souvent le dépasse ou le contourne, surtout pour les départs à l'insu de tous. C'est donc le moment où les occasions, l'aléatoire, jouent tout leur rôle, et ceci tant pour entreprendre le voyage que pour trouver emploi et logement, une fois arrivé à des-

tination. Là, les « bons tuyaux » s'échangent, et le/la dernier(e) arrivé(e) peut avoir découvert une adresse utile au « vétéran ». L'horizontalité se vérifie et il ne semble pas que des personnes jouissent longtemps d'une centralité particulière. Ce sont plutôt quelques espaces qui jouent le rôle de carrefour et de point d'attache : tel jardin public, certaines stations de métro, où l'on se retrouve le dimanche, les migrant(e)s de cette époque s'en souviennent avec précision et émotion. Il est vrai que ce réseau s'enferme dans une « sphère clôturée d'interaction » [Poutignat et Streiff-Fenart, 2000] projetée dès avant le départ par l'appartenance villageoise (et entrouverte par ceux qui proviennent d'unions exogamiques et rencontrent des cousins de villages voisins). Sa qualité communautaire est donc donnée d'emblée, mais son efficacité dépend par ailleurs des contacts les plus nombreux et variés possibles avec les gens de la ville, les « gens d'ici » (le nouvel ici). Or à Mexico, les migrant(e)s ne se dirigent vers aucune institution (au contraire de Oaxaca où les jeunes partent se former à l'enseignement bilingue pour lequel on les a recruté(e)s dès le village) mais vont chercher une place sur le marché, dans l'anonymat de la ville. Les gens qu'ils et elles ont le plus l'occasion de côtoyer au début sont des patron(ne)s et des logeurs/euses, dont certains peuvent trouver sympathiques ces tout jeunes, braves et effrayés qui parlent un espagnol difficile à comprendre mais sont susceptibles de leur fournir une clientèle. En dehors de leur bienveillance éventuelle, les rapports qu'ont les migrant(e)s avec eux sont typiquement marchands.

La communauté villageoise ne s'est pas sentie en danger du fait de ces départs. La plupart des familles y ont finalement consenti très vite et les ont appuyés. Cela pouvait être l'occasion d'obtenir une aide pécuniaire qui commençait soudain à faire défaut dans un environnement marchand beaucoup plus proche. Les enfants qui partaient représentaient une extension des familles et ils étaient considérés comme des découvreurs. La télévision était encore pratiquement inconnue (en 1971 un poste trônait dans la seule boutique digne de ce nom) mais la radio s'était répandue et permettait de connaître la capitale que seuls quelques anciens avaient visitée lors de démarches officielles. Toutes ces motivations trouvaient une sorte de rationalité dans l'image de la modernité dont l'existence de la communauté agraire, explicitement et officiellement indienne, aux autorités traditionnelles reconnues comme gouvernement municipal, représentait le contrepoint. Apprendre à être modernes, vivre mieux et s'intégrer à la nation nécessitait d'en sortir, d'abandonner et de dissimuler les indices les plus évidents de l'indianité – vêtements et langue – qui provoquent la discrimination, et d'incorporer les compétences et les attributs des Métis, sans pour autant cesser de chérir sa culture, ses origines, et bien sûr sa famille et son village. On pourrait avancer l'hypothèse que ce que j'appellerai « métissage stratégique », qui feint de nier ce que, entre soi, on valorise comme constructif et respectable, cherche à contourner mais reproduit malgré tout une contradiction fondamenta-

le de la société mexicaine qui conçoit le métissage (tout court) comme « un espace conquis sur l'indianité » [Oehmichen, 2003]. Si cette discrimination se trouve bien à la base de la conception de la nation mexicaine [Lomnitz-Adler, 1995], cela justifie que l'on compare l'obstacle symbolique ainsi dressé à une frontière séparant deux pays, avec des brèches par où s'engouffrent ceux qui deviendront, respectivement, des clandestins et des Métis[4]. Le rôle de l'école comme levier et instrument fourni à qui tente le passage, au Mexique et de par le monde, est évident et amplement documenté.

Ceux qui partaient de Jicayán n'échappaient pas au reproche exprimé ou latent et à leur propre sentiment d'abandon. La distance et la perte font partie intégrante de l'expérience migratoire et s'exprimaient là, dans la culpabilité d'un éloignement choisi, en l'absence d'un conflit violent ou d'un processus d'expulsion virtuelle comme celle qu'avaient subie leurs prédécesseurs. Ceux qui ne partaient pas le leur faisaient sentir et, comme ils le racontent eux-mêmes aujourd'hui, ils devinaient les commentaires faits sur eux, à propos de « ceux qui oublient la famille » (portrait-robot de tout migrant) et « qui ne lui envoient presque rien ». D'ailleurs, lorsqu'ils revenaient en visite, on exigeait d'eux un comportement soigneusement codifié, ni trop urbain ni trop rustique, ni trop indien ni trop métis, qu'ils ne pouvaient qu'enfreindre, justifiant railleries[5] et reproches. En particulier le comportement des jeunes filles suscitait les soupçons, hélas confirmés lorsque l'une d'elles revenait avec un bébé dans les bras et le confiait à sa mère. Mais rien n'était plus fort que l'envie suscitée chez ceux qui ne connaissaient pas la ville, et la grande fierté qu'en tiraient les visiteurs : le franchissement des distances et le rapprochement des contraires restant l'accomplissement du migrant, le *bridging,* que viendront renforcer, le cas échéant, un apport de ressources extérieures et les transformations qu'elles induisent.

En effet, à la différence du mouvement migratoire antérieur opéré par groupes domestiques complets, ce sont des individus qui sont partis dans ces années-là. Mais les familles n'ont pas mandaté leurs enfants pour qu'ils assurent une part de leur subsistance, ni même leur capacité d'accumulation comme c'est devenu plus récemment le cas, en particulier pour ceux qui vont travailler aux États-Unis. Bien que, dans les faits, les familles aient reçu de l'argent ou d'autres biens, elles en étaient moins souvent destinataires que bénéficiaires provisoires. Les envois n'ont, semble-t-il, été ni adressés ni reçus comme une dévolution obligatoire mais plutôt comme un investissement du migrant (maison, bétail) confié à ses parents. C'était tout de même une façon d'exprimer un intérêt durable, de réaffirmer sa présence (et ses droits futurs) au sein de la famille en partageant

4. La « production » des clandestins par la frontière a été discutée, entre autres, par Noiriel [*op. cit.*], De Genova [2003], Durand et Massey [2003].
5. La moins déplaisante consistait à les traiter de *ta'nu*, du nom des danseurs qui revêtent un costume métis et un masque lors de leurs représentations.

l'accès aux biens nouvellement acquis, de dire qu'on se sentait toujours partie prenante de la « dette mutuelle positive » [Godbout] dont on conçoit, à Jicayán comme ailleurs, qu'est fait foncièrement le lien familial.

S'agissant de jeunes célibataires, les absences ont surtout été sensibles dans l'immédiat pour les familles qui ont dû réorganiser leurs tâches productives et domestiques. Dans le travail agricole, le recours aux produits chimiques (herbicides, pesticides) s'est généralisé. Les filles ont alors joué un nouveau rôle dans la production agricole familiale en envoyant l'argent nécessaire au désherbage et au salaire de quelques *jornaleros* au moment des récoltes si la main-d'oeuvre familiale ne suffisait pas. L'absence de plus en plus fréquente des jeunes fut sensible dans les échanges matrimoniaux retardés, conclus dans le cas des migrants sur leur propre initiative et célébrés seulement quelques années plus tard, en grande pompe, une fois leur situation économique assurée. C'est plutôt sur le moyen et le long terme que la migration à Mexico eut et a toujours des effets de transformation profonds sur l'ensemble de la communauté à travers l'appauvrissement de l'agriculture comme activité productive et rectrice du cours des choses, l'intérêt croissant pour l'éducation scolaire comme voie conduisant vers d'autres débouchés, et les conditions et les implications nouvelles de la transmission du patrimoine.

À Mexico, le travail domestique a été la première destination des jeunes filles, parfois des jeunes garçons. Il est resté l'emploi de la plupart des femmes de cette première génération quand elles ont repris une activité salariée après avoir élevé leurs enfants. Les hommes ont trouvé du travail en atelier (mécanique), en usine (textile) le plus souvent à titre de « travailleurs éventuels » non affiliés à la sécurité sociale, parfois dans des bureaux, plus récemment dans les transports publics, en plus des filières classiques pour les jeunes ruraux que sont l'armée et la police auxiliaire. Dans quelques entreprises moyennes, le recrutement a pu suivre le modèle de la « niche d'emploi », le premier employé recommandant ses compatriotes, selon une pratique favorisée par les patrons à cause du double contrôle social qu'elle instaure [Wilson, 1990] et appréciée par les membres d'une communauté soudée. Mais la plupart des migrants de Jicayán, dans les premières années, ont très fréquemment changé d'emploi, à la recherche de meilleurs ajustements entre salaire, frais de transport et ambiance de travail, ou simplement « parce qu'ils s'ennuyaient », répétant ainsi dans leur propre, courte, expérience salariée une pratique courante au Mexique qui reflète autant les conditions de l'emploi que la culture de travail dominante [Pries, 1997]. Cela a sans doute contribué à distinguer assez nettement relations de travail et de sociabilité, et à ce que celles-ci restent focalisées sur la famille et les *paisanos*. À une époque certains se sont réunis pour discuter passionnément de ce qu'il fallait faire pour Jicayán. Les réunions étaient animées par ceux qui avaient une participation plus active, voire syndicale, sur leurs lieux de travail. Ces débats d'alors, qui n'ont pas

abouti, ont en quelque sorte anticipé les idées qui ressurgissent maintenant dans l'organisation nouvelle et formalisée des Jicayánenses de Mexico dont je parlerai plus loin.

Malgré les intentions du départ, rares sont ceux qui ont poursuivi leurs études parallèlement à un emploi, et ceux qui ont réussi[6] jouissent d'un prestige que l'enrichissement de quelques autres ne peut voiler. Puis la vie sociale intense des premières années s'est calmée et dispersée avec la formation des couples (presque tous constitués de « gens du village ») et chacun s'est lancé dans les déménagements successifs, cherchant à louer un logement un petit peu plus grand mais à bon prix pour s'y loger avec les enfants (pas plus de quatre, les médecins désormais y veillent), tout en épargnant pour accumuler quelques matériaux et pour entreprendre la construction si désirée d'une pièce, puis d'une maison à Jicayán[7].

La vie urbaine a beaucoup changé au cours des années 1980, marquées par la crise économique et la fermeture de nombreuses entreprises et par la dispersion des logements populaires vers les périphéries, et le tremblement de terre qui a secoué le centre de la ville le 19 septembre 1985 n'a fait qu'accentuer le mouvement. Tous ont été affectés à un titre ou à un autre mais un groupe l'a été tout particulièrement. Ces *Jicayánenses* vivaient dans une même *vecindad* de la Colonia Juarez, une grande construction ancienne où habitaient une soixantaine de familles. Chaque couple, parfois flanqué d'hôtes supplémentaires, louait une chambre et partageait les services d'eau. Le séisme les a mis à la rue pour deux ans, du refuge sous plastique sur les trottoirs au campement installé par le Département du District Fédéral. La présence parmi eux de jeunes militant(e)s les a encouragés à participer à des associations qui luttaient pour leur relogement et ils ont obtenu ainsi, grâce à un crédit très avantageux, pour certains des appartements dans le quartier péricentral de Tlatelolco, pour d'autres de petites maisons dans des cités reconstruites aux abords du Centre Historique.

Les années 1980 et 1990 voient se développer le travail informel, en particulier diverses formes de vente dans la rue [Garcia, de Oliveira, 1994]. La vente de

6. Les étapes consistaient à terminer, éventuellement, le cycle primaire, puis étudier le soir les trois années de secondaire. Se lancer encore dans les deux années de cycle terminal, tout en travaillant, était un défi relevé par un tout petit nombre. On compte sur les doigts de la main ceux qui ont entrepris et achevé des études universitaires. Les jeunes de Jicayán qui sont partis étudier à Oaxaca présentent logiquement une proportion plus élevée de diplômes d'un niveau ou d'un autre. Enfin quelques-uns ont été reçus dans des pensionnats réservés aux jeunes Indiens accolés à des écoles professionnelles – agriculture, professorat – où ils ont obtenu leur qualification.
7. Cette arrivée des migrants de Jicayán à la grande ville présente des similitudes et des dissemblances avec les nombreuses études réalisées sur le sujet, en fonction des configurations de départ, des époques, des segments du marché et des zones de la ville où se sont trouvés les nouveaux arrivants. Voir en particulier quelques classiques : Lewis [1965], Arizpe [1975], Kemper [1976], Lomnitz [1975], Roberts [1980], Selby et *al.* [1994]. Il est important pour cette comparaison d'insister sur le fait que les premiers migrants de Jicayán sont arrivés et se sont installés en ordre dispersé, tout en maintenant au début des contacts très fréquents et réguliers.

nourriture préparée à la maison ou sur place, à des postes fixes ou semi ambulants, est la source principale de revenus de bon nombre de familles de Jicayán. Mais il y a de grandes différences entre le vendeur de pommes de terre « chips » dans sa carriole, qui gagne juste de quoi vivre, et les équipes de cinq ou six personnes qui offrent *tacos* et tout type de *fritangas* élaborées. Dans tous les cas, c'est un travail très astreignant, qui requiert beaucoup d'organisation et de sens commercial, mais qui offre, à cette condition, une bonne rentabilité, même avec un investissement monétaire. Une combinaison recherchée, au sein d'un couple, sera l'emploi de l'un à un poste salarié, même mal payé mais stable, tandis que l'autre prendra en charge le *changarro* (petit commerce). Des familles qui m'ont ouvert leurs comptes assurent que c'est l'argent de la vente qui leur a permis d'acquérir un terrain en périphérie – après la maison, prioritaire, à Jicayán – puis de construire, chambre après chambre, de quoi loger les enfants qui grandissent.

Observée depuis Jicayán, la migration a, dès ces années-là, perdu beaucoup de son caractère aventureux. On voit les maisons des migrants se multiplier au village, ainsi que les voyages dans les deux sens pour participer à des fêtes, faire soigner les parents, occuper un poste de travail qui se libère. Beaucoup de jeunes couples, parfois accompagnés d'enfants, quittent le village et choisissent de s'installer en ville dans un voisinage où ils savent pouvoir compter sur une première tête de pont.

Les réseaux d'acclimatation à la ville tendent à se restreindre à une dimension familiale, ou bien au contraire s'ouvrent au point d'assurer logement et travail à des relations lointaines, mais contre paiement. Ainsi, on emploie des jeunes filles chez soi en attendant de les placer, ou encore on augmente sa capacité de vente en faisant participer les nouveaux arrivants à la micro entreprise familiale. Certaines familles valorisent leur investissement dans la construction en louant des chambres, voire des étages complets, à des *paisanos*. Les différences économiques, réelles et reconnues, n'empêchent pas – sont même plutôt mises à profit – pour renforcer les liens d'interdépendance au sein du groupe. En dehors des relations un peu clientélistes que ces écarts favorisent, la nostalgie peut expliquer ce choix, avec le plaisir de commenter, en mixtèque, les nouvelles du village, tandis qu'on parle l'espagnol dans les transactions quotidiennes et même, souvent, avec les enfants à qui beaucoup de parents ont négligé, parfois volontairement évité, d'enseigner leur langue. Mais il est possible aussi que les commentaires racistes soient plus fréquents que ce qui m'a été affirmé et ne se cantonnent pas à l'école, à la caserne (pour les militaires) et aux réunions entre hommes éméchés. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles les *paisanos* préfèrent se rencontrer entre eux, parfois en famille le dimanche, éventuellement pour assister aux matches de basket ou de foot où trois ou quatre équipes de jeunes de Jicayán s'affrontent toutes les semaines.

En dehors du travail, les femmes ont d'autres occasions de diversifier leurs relations et de sortir du cercle de Jicayán, si tant est qu'elles le désirent[8] : l'école des enfants, le marché, le voisinage où la déficience chronique des services pousse les plus décidées à s'organiser et à protester auprès des autorités, sont des responsabilités régulièrement dévolues aux femmes [Massolo, 1992]. Des relations circonstancielles « faibles » ont permis, par exemple, à deux sœurs de se voir proposer par une connaissance du marché de participer à un mouvement d'invasion de terrain sur la réserve urbaine en pourtour de ville. A force de nuits passées sur les lieux, de marches et de manifestations avec les autres, elles ont obtenu chacune un terrain puis une maison qu'elles paient par traites. Leurs enfants ont rencontré leurs conjoints dans le quartier, dont aucun(e) n'est d'origine indienne, de Jicayán ou d'ailleurs.

Le nombre de Jicayánenses et les générations qui se superposent est devenu trop élevé pour que tous se connaissent à Mexico. Et les quartiers où ils se sont implantés se trouvent sur tout le pourtour de la ville, notamment dans les municipes de banlieue (Estado de México) où les terrains sont moins chers et où, par petites filières entre proches, ils se sont donné le mot pour acquérir des terrains. Mais pour les fêtes familiales cela vaut la peine de traverser la ville, ce que d'ailleurs beaucoup font tous les jours pour aller travailler. La nourriture préparée est souvent apportée par autobus depuis le village, ou bien on charge un spécialiste, migrant lui aussi, de confectionner les charcuteries locales. Un lieu reste central, c'est le terminus de la ligne d'autobus qui rejoint la côte, où l'on peut se rendre le vendredi, le samedi et le dimanche soir avec l'assurance d'y rencontrer un *paisano* prêt à faire le voyage de nuit. Certains migrants tirent profit du rapport étroit que tous gardent avec leur village d'origine en louant des autobus qui assureront le voyage avec retour au bout des huit ou dix jours de vacances des familles à Noël. C'est l'époque où le village se remplit de « touristes » comme on les appelle maintenant et où se réalisent la plupart des mariages.

Dans ce nouvel environnement social qui est fait pour partie d'interconnaissances mais qui, à Mexico, laisse toujours ouverte l'option de l'anonymat (au sens de sortie du groupe), les relations jouent sur plusieurs registres. L'âge – la cinquantaine fatidique – et le temps de présence des migrants à Mexico y sont pour beaucoup. C'est en effet dans les rangs de la première génération, arrivée à peu près en même temps et qui a commencé sa vie adulte en ville, que se manifeste maintenant un désir de regroupement plus fort et manifeste qui s'est cristallisé dans la fondation d'une association de Jicayánenses installés à Mexico et sa

8. Les « interdictions de sortir » de la part du mari semblent moins fréquentes que celles qu'on rapporte dans la littérature [Garcia, de Oliveira, *op. cit.*], peut-être parce qu'à Jicayán, le travail interdépendant des deux conjoints n'est pas seulement inscrit fermement dans la production mais aussi dans la vie sociale : la responsabilité d'une *mayordomía* (fête fort coûteuse offerte à un saint), par exemple, ne peut être assumée que par un couple, et l'appui de la parentèle est requis des deux côtés.

conurbation. Elle réunit les « natifs » (*nativos*) et les « originaires » (*originarios*) de Jicayán, soit leurs enfants qui ne sont pas nés au village.

Les plus diplômés, les plus connus, ont été désignés par acclamation pour constituer le Comité de liaison chargé de donner consistance, visibilité et projection à cette association, lors d'une première réunion que le Président municipal de Jicayán est venu présider et légitimer. Il serait impensable, en effet, qu'une association relevant de la simple union de quelques volontés individuelles prenne la parole et prétende représenter « les gens de Jicayán », ni même « un groupe de gens de Jicayán » : au lieu de distinguer une partie de la communauté, ce serait y créer une sécession. L'idée de réseau s'oppose ici à celle de communauté, non pas du côté de la volonté, ni même de la libre volonté, que l'on suppose toujours à la base de tout engagement, à Jicayán, fût-il dans la sphère traditionnelle, mais dans la dimension de la représentativité et du pouvoir qu'elle confère. « Prendre la parole » en assemblée est compris à la lettre et l'on ne peut le faire que depuis sa place, c'est-à-dire depuis un statut préalablement reconnu[9]. Il est en revanche légitime de chercher la récompense des services rendus à la communauté, services qui se sont traduits par une vie digne faisant honneur au village et par la capacité que donne l'expérience de formuler des conseils judicieux aux personnes et à l'assemblée tout entière.

Peut-on considérer ce retour, après avoir acquis des compétences nouvelles, comme un retournement du « métissage stratégique » avancé plus haut à titre hypothétique dans le contexte idéologique des départs ? Trente-cinq à quarante ans après les premiers départs en ville, cette génération de Jicayánenses semble bien être restée en phase avec les principes de l'idéologie communautaire lorsqu'ils ne conçoivent leur retour (et ne sont prêts à l'envisager) qu'entourés de la reconnaissance générale. Parmi leurs enfants, certains se sont sans doute éloignés de la racine villageoise et indienne, mais ils ne sont pas rares ceux qui s'en réclament explicitement, soit qu'ils aient toujours été éduqués dans la langue et les références culturelles de Jicayán, soit qu'arrivés à l'orée de l'âge adulte et se sentant de taille à affronter et à défier le préjugé ethnique, ils choisissent de les reconquérir.

Au plan pratique, le Comité a pourtant mis en défaut la proverbiale capacité des gens de Jicayán à improviser des fêtes gigantesques et les deux bals organisés jusqu'à présent à Mexico ont été déficitaires. Au-delà de l'anecdote, les relations au sein du *Comité de Enlace*, qui hésite entre l'égalitarisme et les préséances, semblent refléter la difficulté à se poser formellement comme communauté dans un environnement urbain où l'insertion personnelle et familiale a été dans de nombreux cas, réussie et gratifiante.

9. Voir les comparaisons sur ce sujet proposées dans *Qui veut prendre la parole ?*, sous la direction de Marcel Détienne [2003].

Une nouvelle génération de migrants

Âges différents et expériences variées se côtoient à Jicayán, comme ailleurs. Parallèlement aux allers et retours vers Mexico, devenus routiniers (d'une durée de douze heures), il y a eu d'autres départs, cette fois vers les États-Unis. Commencés il y a une dizaine d'années, ils s'accélèrent selon une modalité différente puisque le paiement d'un *coyote* à la frontière est inévitable. Le recours à une filière de passeurs impose le silence, et les préparatifs de départ deviennent ainsi clandestins au regard même des voisins. L'aide de ceux qui sont déjà partis est plus que jamais indispensable, pour les vingt mille pesos (environ mille cinq cents euros) nécessaires au franchissement de la frontière, pour leur hospitalité au moins les premiers jours et leur aide dans la recherche d'un emploi, une fois qu'on est parvenu de l'autre côté. L'obligation de restitution du prêt consenti, généralement à trois ou quatre mois, crée vite de fortes tensions. La dureté du travail, le dépaysement causé par la nourriture, la langue et les habitudes différentes ne sont pas toujours compensés par l'admiration ressentie pour les rues et les maisons « très belles », pour la propreté et l'ordre qui semblent régner. Dans les quelques entrevues que j'ai réalisées jusqu'à présent, se retrouver dans un autre pays et y souffrir de la clandestinité ne semble pas avoir été considéré comme l'expérience la plus pénible face à la peur et à la fatigue de la traversée, aux tracas quotidiens et à la nostalgie. Le caractère proprement international de cette migration (comme expérience vécue) n'est pas encore suffisamment documenté dans mon enquête et je n'en dirai donc rien. Telle qu'elle est présentée au retour, la migration aux États-Unis semblerait plus un mauvais moment à passer qu'une expérience de lutte, de questionnements et de réalisation comme elle a pu l'être pour certains des migrants de Mexico. Par contre, elle assure à ceux qui n'ont pas été trop malchanceux la possession d'une somme impossible à gagner si vite au Mexique. Au retour, après quelques mois ou un petit nombre d'années, ce sont des projets économiques qui les mobilisent : ce peut être la construction d'une maison, beaucoup plus somptueuse que celles des migrants de Mexico, ou l'ouverture d'un petit commerce ou d'un atelier, mais de préférence à tout autre investissement, l'achat d'une camionnette qu'ils conduiront eux-mêmes et qui s'incorporera au système de transport vers la ville de Pinotepa Nacional (à seize kilomètres) – un créneau résolument moderne, maintenant saturé et assez conflictuel. La plupart d'entre eux ne semblent pas porteurs de projets politiques propres, pour lesquels on les jugerait d'ailleurs trop jeunes, et ils se sont insérés jusqu'à présent dans les rapports de pouvoir existants. Une famille, pourtant, se distingue ; elle a accumulé les bénéfices de voyages réalisés par plusieurs de ses membres, gère un commerce en pleine expansion et accorde, paraît-il, des prêts à quelques candidats au départ. Son dynamisme économique novateur se double d'un rôle moteur dans l'essor tardif de la troisième option politique au niveau local, mais au pouvoir à Mexico, le Parti Action Nationale.

Dernier point de vue, toujours ouvert : depuis le village, voir les autres partir, revenir

Finalement, la migration est un phénomène intégré au quotidien de ceux qui restent au village, qui s'accommodent des absences et y suppléent, qui concrétisent les projets de construction des migrants, qui les accueillent à leur retour. Ce sont eux qui vivent et créent au jour le jour les changements que les migrants découvrent tout à coup et souvent sur le mode nostalgique. Le village a beaucoup changé : les rues ont été tracées et recouvertes de ciment, les toits plats en attente d'un deuxième étage se pressent les uns contre les autres, là où de grands *solares* ombragés abritaient quelques maisons de pisé et de branches. Dans les maisons du centre, l'eau coule maintenant au robinet, même si les toilettes manquent encore le plus souvent.

Et puis, tous les enfants vont à l'école. La généralisation de la scolarisation est un des faits les plus marquants des quarante dernières années, accentué depuis 1998 par la distribution de bourses des programmes Progresa et Oportunidades[10]. Elle imprime ses rythmes aux jours et aux saisons, réorganise le travail familial, et alimente la migration au fur et à mesure que sont proposés de nouveaux niveaux scolaires, dont le plus élevé actuellement est le cycle terminal dans deux spécialités techniques, infirmerie et informatique, qui ne trouvent pas suffisamment de débouchés dans la région. Les jeunes cherchent la première occasion de partir même s'ils trouvent la vie au village plaisante. Peut-être par réalisme, ils parlent de chercher immédiatement un emploi plutôt que de se former plus avant. Les familles ne les retiennent pas.

De la maternelle au lycée technique, les dix établissements scolaires installés dans le village chef-lieu attirent et fixent une population importante d'instituteurs et d'institutrices dont la plupart en sont originaires. On serait tenté d'appeler les *maestros* « migrants de l'intérieur » car, sans se déplacer beaucoup, ils sont continuellement en contact avec des personnes et des références venues d'ailleurs ; la nature même de leur travail, le jeu des solidarités et des compétitions dans lequel ils se meuvent élargissent leur monde quotidien et les distinguent ; tout d'abord le salaire reçu tous les quinze jours, peu élevé mais régulier, en monnaie, et qui permet les anticipations et les emprunts, si difficiles à envisager pour les paysans. C'est majoritairement au sein de leur propre groupe professionnel, localement ou au-delà, qu'ils développent leurs pratiques de sociabilité (égalitaire) sans cesser d'être recherchés pour toutes sortes de parrainages (asymétriques). De façon emblématique, les *maestros* et quelques autres personnes qui partagent leur condition de salariés sont situés sur une ligne de clivage sociologique, où les rapports entre eux peuvent aussi se mêler à d'autres relations de type traditionnel que s'en écarter complètement.

10. Les conditions d'attribution de ces bourses et les conséquences du programme Progresa (1998-2000), antécédent du programme Oportunidades, sont analysées dans : [Pepin Lehalleur, 2003].

Après un violent conflit politique qui s'est soldé par une demi-douzaine d'assassinats il y a vingt ans, la capacité d'intermédiation des *maestros* et d'autres villageois habiles à parler l'espagnol et à nouer des alliances dans les partis (avant tout le PRI, et tout récemment le PRD – Parti de la Révolution démocratique) a été reconnue pour gouverner le municipe plutôt que de le confier aux mains inexpertes de ceux qui avaient fait preuve de dévouement communautaire dans les diverses charges religieuses ou civiles. Une bonne partie de la population n'est pas convaincue et beaucoup reprochent aux Anciens de ne plus assumer leur rôle de sages, conseillers du village et garants de la légitimité. Les conjonctures critiques se sont multipliées ces dernières années où se pose en termes chaque fois nouveaux la question des formes adéquates de représentation et de gouvernement de la communauté, sans qu'un réel consensus soit trouvé si ce n'est autour de l'acceptation du principe majoritaire en dernière instance.

On assiste au retour de migrants chaque fois plus nombreux, d'une cinquantaine d'années, donc à l'aube de leur troisième âge, celui de l'affirmation publique de soi (et à travers soi, de sa famille). On peut s'attendre à ce que se densifie encore la compétition politique et que soient mises plus en avant des questions telles que l'autochtonie, la priorité des critères locaux dans la prise de décisions, les relations avec les municipalités voisines dont certaines seulement sont « indiennes » (autorité municipale y comprise) comme Jicayán, le rapport entre les différents pouvoirs locaux – foncier, religieux, droit coutumier, représentants des quartiers et des hameaux, outre le municipal – sans compter le « style » à respecter dans les concertations et la tenue des assemblées.

La communauté approche aussi du terme de l'application du Programme d'enregistrement des terres *ejidales* et communales (Procede) qui a pour but officiel de clore définitivement la Réforme agraire. Si le programme est censé se limiter à remettre à chaque *comunero* le titre foncier lui revenant après délimitation précise et certifiée de ses parcelles, la pression gouvernementale et médiatique est forte pour que les terres soient mises sur le marché afin de « remédier à leur émiettement ». Malgré les freins établis dans la procédure (assemblées « consolidées », à fort quorum et majorité des trois quarts), l'expérience de nombreux villages montre qu'il suffit d'une minorité décidée pour que les anciens *ejidos* ou communautés agraires soient privatisés, ou même que la vente des terres se déroule librement, en dehors du cadre légal. Certains migrants, confiants dans leurs projets de développement, ne font d'ailleurs pas mystère de leur intention de constituer des domaines importants.

Les familles ont à gérer ces nouvelles perspectives et à déclarer dans des délais très courts les arrangements conclus quant à la transmission et à la répartition de leur patrimoine. À leur habituelle complexité, il faut ajouter la diversité des tra-

jectoires des enfants, migrants, de retour ou restés au village, dont certains ont déjà reçu une part des terres, et les apports éventuels réalisés par chacun. Les droits des filles se posent avec une nouvelle acuité puisqu'elles ont souvent été sollicitées et que le droit « positif » (national) reconnaît en principe l'égalité de tous les enfants, ce que ne faisait pas la coutume de façon générale[11]. Lors des départs, il ne semble pas que les migrants et leurs familles se soient mis d'accord de façon explicite sur les conditions matérielles dans lesquelles les uns et les autres auraient à répondre de leur dette mutuelle. Partir ne les excluait pas sur le long terme, et les remises et investissements, quand ils ont eu lieu, ont été compris comme des apports nets du migrant, dont il laissait la jouissance à sa famille mais qui lui reviendraient sous une forme ou une autre, dans le cadre d'une possession partagée, en particulier avec les vieux parents, tant que cela s'avère nécessaire[12].

Cette reconnaissance des services réciproquement rendus au sein des familles correspond donc au modèle de la « dette positive » recherchée plutôt que subie [Godbout, *op. cit.*], dont les termes n'ont pas à être annoncés à l'avance. Le fait que vingt ou trente ans plus tard des accords implicites puissent continuer d'être pris en compte dans des règlements successoraux montre qu'ils s'appuient sur des interprétations suffisamment proches et généralisées, qui correspondent bien à une même communauté de sens. Il arrive cependant que, sous l'effet de circonstances extérieures ou personnelles, elles entrent en contradiction avec d'autres points de vue qui modifient les conceptions mêmes des individus ; les conflits violents qui éclatent alors au sein des familles reflètent une incapacité à gérer des sentiments de profonde injustice qui se fondent sur des principes antagoniques.

De réseau à communauté de pratiques

Conter les expériences de Jicayán et de ses migrants a permis, espère-t-on, de montrer que la notion de réseau où chaque relation est conçue comme dyadique et leur ensemble, non fini et toujours susceptible d'élargissement, est la plupart du temps trop partielle pour rendre compte de la dynamique migratoire. Les migrants dont il est question ici ne sont pas des personnes seules[13], quand bien même ils pourraient éprouver, parfois, ce sentiment : le migrant a laissé derrière

11. Traditionnellement, quand il n'y avait pas de garçon dans la famille, elles recevaient de la terre, ou quand leur mari, sans héritage propre, avait travaillé les terres de sa belle-famille. On retrouve là le critère du travail réalisé comme fondement de la valeur et du « droit » à la terre, la préférence pour la filiation patrilinéaire, ainsi que la conception du groupe domestique (et de l'union matrimoniale) comme l'unité de base fonctionnelle de la société paysanne qui prévalent au Mexique.
12. Dans les cas étudiés dans le sud du Veracruz, l'équipe de recherche IRD-Ciesas-Golfo fait au contraire état d'accords explicites au départ [Léonard, Quesnel, Velázquez, 2003 ; Léonard, 2005 ; Quesnel, del Rey, 2005].
13. Ces considérations s'appliquent mal aux personnes ayant décidé de partir seules s'installer ailleurs, tout comme le terme même de « migrant » avec sa résonance collective. Voir les cas intéressants analysés par Constance de Gourcy [2005].

lui des membres de sa famille, d'autres sont partis avec avant, ou après lui, et ils se trouvent en nombre, face à d'autres personnes, comme des nouveaux venus.

Il semble donc plus productif de considérer d'emblée chacune des relations nouées dans sa dimension tridimensionnelle et de situer ces nœuds relationnels dans leur contexte, donc de les délimiter. Ces situations se prêtent à l'analyse des interactions de toute nature, relevant du contrat marchand, de l'engagement libre de deux volontés ou de la dette communautaire. Elles permettent surtout de retracer les processus de construction de pratiques communes où se mêlent souvent ces divers types de relations et où les actions de chacun acquièrent des sens nouveaux[14]. Y participent toujours, ne serait-ce que par le regard, les acteurs non mobiles de la migration, face à qui les migrants font masse.

Le déplacement des migrants les met en position d'apprentissage conscient permanent et c'est une de leurs réussites que de dominer une situation au premier abord inconnue. La participation à ces communautés de pratique, en situation de partance, d'arrivée, d'adaptation ou de retour, est d'abord une situation de fait, plus ou moins assumée. Dans la mesure où s'y négocient les représentations de soi et que se développent les relations de pouvoir, elle devient souvent un cadre stratégique et polémique où s'élabore une vision du groupe que certains tenteront de projeter afin de modeler leurs enjeux communs face aux « autres ». C'est l'expérience vécue par les migrants dans de telles configurations, et la porte qu'ils ouvrent sur leur monde lorsqu'ils acceptent d'en faire part, qui intéressent et émeuvent l'anthropologue.

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson Benedict, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996.
- Arizpe Lourdes, *Indígenas en la ciudad : el caso de las "Marías"*, Mexico, SepSetentas, 1975.
- Arizpe Lourdes, *Migración, etnicismo y cambio económico*, Mexico, El Colegio de México, 1976.
- Basch Linda, Glick Schiller Nina, Szanton Blanc Cristina, *Nations unbound*, Australia, Gordon and Breach Publishers, 1994.
- De Genova Nicholas, « La producción legal de la "ilegalidad" migrante mexicana », *Estudios migratorios latinoamericanos*, n° 17 (52), 2003.
- De Gourcy Constance, *L'autonomie dans la migration*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- De la Peña Moises, *Problemas sociales y económicos de las Mixtecas*, Mexico, Ediciones del Instituto Nacional Indigenista, 1950.
- Detienne Marcel (dir.), *Qui veut prendre la parole ?*, Paris, Seuil, 2003.
- Durand Jorge, Massey Douglas, *Clandestinos. Migración México-Estados Unidos en los albores del siglo XXI*, Mexico, UAZ-Miguel Angel Porrúa, 2003.
- Gailland Rodolphe, *La Réunion : anthropologie politique d'une migration*, Paris, L'Harmattan, 2005.

14. Un excellent exemple de ce type d'analyse appliqué au fonctionnement des tontines est offert par Carlos Vélez-Ibáñez [1993].

- García Brígida, De Oliveira Orlandina, *Trabajo femenino y vida familiar*, Mexico, El Colegio de México, 1994.
- Godbout Jacques T., *Le don, la dette et l'identité,* Paris, La Découverte / Mauss, 2000.
- Guérin Isabelle, « Dette et lien social : les expériences de la finance solidaire », *in* Micoud André, Peroni Michel (coord.), *Ce qui nous relie*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2000.
- Guilhaumou Jacques, « Le corpus en analyse de discours : perspective historique », *Corpus et recherches linguistiques*, n° 1, 2002.
- Havet José (ed.), *Staying on. Retention and Migration in Peasant Societies*, Ottawa, University of Ottawa Press, 1988.
- Heidegger Martin, *Basic Writings*, London, Routledge, 1993.
- Kanoussi Dora (comp.), *Hegemonía, estado y sociedad civil en la globalización*, Mexico, BUAP-IGS-Miguel Angel Porrúa, 2001.
- Kearney Michael, *Reconceptualizing Peasantry*, Boulder, Col. Westview Press, 1996.
- Kemper Robert, *Campesinos en la ciudad. Gente de Tzintzuntzan*, Mexico, SepSetentas, 1976.
- Lazega Emmanuel, *Réseaux sociaux et structures relationnelles,* Paris, PUF, « Que sais-je », 1998.
- Léonard Éric, « Frontière interne, gouvernance locale et production de la culture politique en milieu rural mexicain. La réforme agraire dans le Sud-Veracruz », *Cahiers des Amériques latines*, n° 45, 2005.
- Léonard Éric, Quesnel André, Velázquez Emilia (coord.), *Políticas y regulaciones agrarias. Dinámicas de poder y juegos de actores en torno a la tenencia de la tierra,* Mexico, CIESAS-IRD-Miguel Angel Porrúa, 2003.
- Lewis Oscar, *Los hijos de Sánchez*, Mexico, Mortiz, 1964.
- Lindon Alicia, *De la trama de la cotidianidad a los modos de vida urbanos. El Valle de Chalco*, Mexico, El Colegio de México-El Colegio Mexiquense, 1999.
- Lomnitz Larissa, *Cómo sobreviven los marginados*, Mexico, Siglo XXI, 1975.
- Lomnitz-Adler Claudio, *Las salidas del laberinto*, Mexico, Joaquín Mortiz, 1995.
- Lopez Castro Gustavo, *La casa dividida*, Zamora, El Colegio de Michoacán, 1986.
- Massolo Alejandra, *Por amor y coraje. Mujeres en movimientos urbanos de la ciudad de México*, Mexico, El Colegio de México, 1992.
- Mauss Marcel, *Sociologie et anthropologie,* Paris, PUF, 1950.
- Noiriel Gérard, *État, nation et immigration,* Paris, Belin-Gallimard, 2001.
- Oehmichen Cristina, « Procesos de integración y segregación en el espacio urbano. Indígenas en la ciudad de México », *in* Lartigue Françoise, Quesnel André (coord.), *Las dinámicas de la población indígena. Cuestiones y debates actuales en México,* Mexico, CIESAS-IRD-Miguel Angel Porrúa, 2003.
- Pepin Lehalleur Marielle, « (Dés)affiliation et identité. Des femmes indiennes face aux politiques publiques au Mexique », *Ateliers*, n° 26, 2003.
- Poutignat Philippe, Streiff-Fénart Jocelyne, « Réseaux et trajectoires d'étudiants africains », *International Review of Sociology*, vol. 10, n° 3, 2000.
- Pries Ludger, « Conceptos de trabajo, mercados de trabajo y "proyectos biográficos-laborales" », *in Los estudios sobre la cultura obrera en México*, Mexico, UAM-Conaculta, 1997.
- Quesnel André, del Rey Alberto, « Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural (État du Veracruz, Mexique) », Paris, *Cahiers des Amériques latines*, n° 45, 2005.
- Roberts Bryan, *Ciudades de campesinos. La economía política de la urbanización en el tercer mundo*, Mexico, Siglo XXI, 1980.
- Sassen Saskia, *The Mobility of Labor and Capital*, New York, Cambridge University Press, 1988.

- Sayad Abdelmalek, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, Editions Universitaires et De Boeck, 1991.
- Selby Henry et *alii*, *La familia en el México urbano. Mecanismos de defensa frente a la crisis (1978-1992)*, Mexico, Conaculta, 1994.
- Urry John, *Sociology beyond societies. Mobilities for the twenty-first century*, Abingdon, Routledge, 2000.
- Velasco Laura, *El regreso de la comunidad : Migración indígena y agentes étnicos (Los mixtecos en la frontera México-Estados Unidos)*, Mexico, El Colegio de México – El Colegio de la Frontera Norte, 2002.
- Vélez-Ibañez Carlos, *Lazos de confianza. Los sistemas culturales y económicos de crédito en las poblaciones de los Estados Unidos y México*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1993.
- Wenger Etienne, *Comunidades de práctica. Aprendizaje, significado e identidad*, Barcelona, Paidós, 2001.
- Wilson Fiona, *De la casa al taller*, Zamora, El Colegio de Michoacán, 1990.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

À travers l'ethnographie de trois vagues migratoires successives au départ d'un même village mixtèque du Oaxaca (Mexique), l'article met en valeur les relations que les migrants développent avec les parents qui restent et avec leurs interlocuteurs à l'arrivée, ceux qui sont « déjà là ». Au-delà de l'évolution des rapports qu'ils entretiennent entre eux, auxquelles les études se limitent généralement, il s'agit d'analyser l'ensemble de ces interactions dans la constitution de communautés de pratique, de montrer comment leur complexité donne leur sens aux expériences migratoires dans leurs divers contextes.

A través de la etnografía de tres olas migratorias que salieron de un mismo pueblo mixteco de la Costa de Oaxaca (México), el artículo pretende valorar los vínculos que los migrantes desarrollan con sus paisanos que se quedan et con sus interlocutores en el lugar de llegada, los que « ya estaban allí ». Además de la evolución de las relaciones que mantienen entre sí, regularmente tomada en cuenta en los estudios migratorios, se analiza aquí el conjunto de estas interacciones en la construcción de comunidades de práctica, buscando mostrar cómo tal complejidad da su sentido a las experiencias migratorias en sus distintos contextos.

All along the ethnography of three migratory waves leaving the same Mixtec village from Oaxaca (Mexico), the paper stresses the relationships that the migrants establish with their fellows who stay and with the ones, in town or elsewhere, who are « already there » and receive them. It intends to show that beyond the interactions between migrants, which migration studies usely account for, the very complexity of their interactions is what gives sense to the migratory experience, through the construction of communities of practice in different settings.

MOTS-CLÉS
- Réseau migratoire
- Communauté de pratique
- Non-migrants

PALABRAS CLAVES
- Red migratoria
- Comunidad de práctica
- No-migrantes

KEYWORDS
- Migratory network
- Community of practice
- No-migrants